



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/252
18 septembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DE LA
QUARANTE-DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Adoptée par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière,
le 18 septembre 1987

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation du Bangladesh (point 1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (point 2).
3. Pouvoirs des représentants à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale (point 3) :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (point 4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (point 5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (point 6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (point 7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (point 8).
9. Débat général (point 9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (point 10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (point 11).
12. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I, II, III (section B), VI (sections C et D), VII et VIII] (point 12) 1/.

1/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux Deuxième, Troisième, Quatrième et Cinquième Commissions, selon la répartition suivante :

- | | | |
|----|---------------------------------------|---|
| a) | Chapitres I et VIII | Deuxième, Troisième, Quatrième et Cinquième Commissions |
| b) | Chapitres II et III (section B) | Deuxième et Troisième Commissions |
| c) | Chapitres VI (section C) et VII | Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions |
| d) | Chapitre VI (section D) | Deuxième et Quatrième Commissions |

L'Assemblée a par ailleurs décidé que, le lundi 12 octobre 1987, deux séances plénières seraient consacrées à la célébration de l'Année internationale du logement des sans-abri.

13. Rapport de la Cour internationale de Justice (point 13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 14) 2/.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (point 15) :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires (point 16) :
 - a) Election de vingt membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - b) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - c) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination.
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point 17) 3/ :
 - f) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 18) 4/ :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (point 19).

2/ L'Assemblée générale a décidé que les paragraphes pertinents du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/42/458 et Corr.1) seraient portés à l'attention de la Première Commission lorsqu'elle examinerait le point 62.

3/ Pour les alinéas a) à e), voir "Cinquième Commission", point 15.

4/ L'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Quatrième Commission les chapitres du rapport du Comité spécial (A/42/23) qui ont trait à des territoires particuliers, de façon à examiner en séance plénière la question de l'application de la Déclaration en général.

20. Retour ou restitution de biens culturels à leurs pays d'origine : rapport du Secrétaire général (point 20).
21. Situation économique critique en Afrique : Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 : rapport du Secrétaire général (point 21).
22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (point 22).
23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général (point 23).
24. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (point 24).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (point 25).
26. Année internationale de la paix : rapport du Secrétaire général (point 26).
27. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique sud : rapport du Secrétaire général (point 27).
28. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (point 28).
29. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (point 29).
30. Arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 27 juin 1986 dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci : nécessité d'une application immédiate : rapport du Secrétaire général (point 30).
31. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (point 31).
32. Droit de la mer : rapport du Secrétaire général (point 32).
33. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (point 33) 5/ :

5/ L'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les représentants de l'Organisation de l'unité africaine et des mouvements de libération nationale reconnus par cette organisation seraient autorisés à participer à l'examen de ce point en séance plénière et que les organisations et personnes portant un intérêt particulier à cette question seraient autorisées à se faire entendre par la Commission politique spéciale.

/...

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
 - b) Rapport du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
34. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix : rapport du Secrétaire général (point 34).
35. Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste : rapport du Secrétaire général (point 35).
36. Question de Namibie (point 36) 6/ :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
 - c) Rapport du Secrétaire général.
37. Question des îles Falkland (Malvinas) : rapport du Secrétaire général (point 37) 7/.
38. Question de Palestine (point 38) :
- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
39. La situation au Moyen-Orient : rapports du Secrétaire général (point 39).

6/ L'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que l'audition des organisations intéressées aurait lieu à la Quatrième Commission.

7/ L'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les organisations et personnes portant un intérêt à cette question seraient entendues à la Quatrième Commission lors de l'examen du point en séance plénière.

40. Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (point 40).
41. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (point 42).
42. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (point 44).
43. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (point 45).
44. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (point 46) 8/.
45. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq (point 47).
46. Statut d'observateur pour la Banque africaine de développement auprès de l'Assemblée générale (point 140).
47. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains (point 142).
48. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain (point 143).

8/ L'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que lors de cet examen, elle inviterait la Commission politique spéciale à se réunir afin de donner aux représentants des communautés chypriotes la possibilité de prendre la parole à la Commission pour exprimer leurs vues, et qu'elle reprendrait ensuite l'examen de la question, en tenant compte du rapport de la Commission politique spéciale.

Première Commission

1. Application de la résolution 41/45 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (point 48).
2. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (point 49).
3. Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (point 50).
4. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient : rapport du Secrétaire général (point 51).
5. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (point 52).
6. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (point 53).
7. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (point 54).
8. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (point 55).
9. Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique : rapport de la Conférence du désarmement (point 56).
10. Application de la résolution 41/54 de l'Assemblée générale relative à la cessation immédiate et à l'interdiction des essais d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (point 57).
11. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (point 58) :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
12. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport de la Conférence du désarmement (point 59).

13. Réduction des budgets militaires (point 60) :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
14. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du désarmement (point 61).
15. Désarmement général et complet (point 62) 2/ :
 - a) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques :
 - i) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
 - b) Informations objectives sur les questions militaires : rapport du Secrétaire général;
 - c) Désarmement en ce qui concerne les armes classiques : rapport de la Commission du désarmement;
 - d) Désarmement nucléaire;
 - e) Armements navals et désarmement : rapport de la Commission du désarmement;
 - f) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armements : rapport de la Conférence du désarmement;
 - g) Désarmement classique à l'échelon régional;
 - h) Notification des essais nucléaires;
 - i) Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement : rapport de la Commission du désarmement.
16. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (point 63) :
 - a) Désarmement régional : rapport du Secrétaire général;
 - b) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique : rapport du Secrétaire général;
 - d) Gel des armements nucléaires;
 - e) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement;

- f) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - g) Application de la résolution 41/60 I de l'Assemblée générale relative au gel des armements nucléaires;
 - h) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine : rapport du Secrétaire général.
17. Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : rapport du Comité préparatoire de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (point 64).
18. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Secrétaire général (point 65).
19. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (point 66) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - d) Conseil consultatif pour les études sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement : rapport du Directeur de l'Institut;
 - f) Examen et évaluation de l'application de la Déclaration faisant des années 80 la deuxième Décennie du désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - g) Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;
 - h) Etudes des Nations Unies sur le désarmement :
 - i) Rapport du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
 - i) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - j) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;
 - k) Prévention d'une guerre nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;

- 1) Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire : rapports du Secrétaire général;
 - m) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire :
 - i) Rapport de la Commission du désarmement;
 - ii) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - iii) La vérification sous tous ses aspects : rapport du Secrétaire général;
 - n) Programme global de désarmement : rapport de la Conférence du désarmement.
20. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (point 67).
 21. Armement nucléaire d'Israël : rapport du Secrétaire général (point 68).
 22. Relation entre le désarmement et le développement : rapport de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement (point 69).
 23. Question de l'Antarctique : rapports du Secrétaire général (point 70).
 24. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée : rapport du Secrétaire général (point 71).
 25. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (point 72) :
 - a) Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix : rapport du Secrétaire général;
 - b) Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général.
 26. Système général de paix et de sécurité internationales (point 73).

Commission politique spéciale

1. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (point 74).
2. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés : rapports du Secrétaire général (point 75).
3. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (point 76) :
 - a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
4. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (point 77).
5. Questions relatives à l'information (point 78) :
 - a) Rapport du Comité de l'information;
 - b) Rapport du Secrétaire général;
 - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
6. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 79) :
 - a) Rapport du Commissaire général;
 - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
 - d) Rapports du Secrétaire général.
7. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (point 80).
8. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (point 81).

9. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (point 33) 5/ :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
- b) Rapport du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud;
- c) Rapports du Secrétaire général.

10. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (point 46) 8/.

Deuxième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (point 12) 9/ :
 - a) Rapport du Conseil (chap. I, II, III (sect. B, F à H et J à L), IV, VI, VII et VIII) 10/;
 - b) Rapports du Secrétaire général.
2. Développement et coopération économique internationale (point 82) 11/ :
 - a) Commerce et développement :
 - i) Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les travaux de sa septième session;
 - ii) Rapport du Conseil du commerce et du développement;

9/ Pour l'alinéa c), voir "Troisième Commission", point 1.

10/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Troisième, Quatrième et Cinquième Commissions, selon la répartition suivante :

- | | |
|---|--|
| a) Chapitres I et VIII | Séances plénières, Troisième, Quatrième et Cinquième Commissions |
| b) Chapitres II et III (sect. B) | Séances plénières et Troisième Commission |
| c) Chapitres III (sect. F) et IV (sect. G et H) | Troisième Commission |
| d) Chapitre IV (sect. I) | Cinquième Commission |
| e) Chapitres VI (sect. C) et VII | Séances plénières, Troisième et Cinquième Commissions |
| f) Chapitre VI (sect. D) | Séances plénières et Quatrième Commission |
| g) Chapitre VI (sect. E) | Troisième et Cinquième Commissions |

11/ L'Assemblée générale sera également saisie, au titre de ce point, du rapport du Secrétaire général demandé dans la décision 41/442 du 5 décembre 1986.

- iii) Rapports du Secrétaire général;
- iv) Rapports du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
- b) Application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés : rapport du Secrétaire général;
- c) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapports du Secrétaire général;
- d) Coopération économique et technique entre pays en développement :
 - i) Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement;
 - ii) Rapports du Secrétaire général;
- e) Environnement 12/:
 - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
- f) Désertification et sécheresse :
 - i) Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - ii) Rapports du Secrétaire général;
- g) Etablissements humains :
 - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
 - ii) Rapports du Secrétaire général;
- h) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement;

12/ L'Assemblée générale a décidé qu'avant l'examen de cette question par la Deuxième Commission, le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement transmis à l'Assemblée générale par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (A/42/427) serait présenté en séance plénière.

- i) Nouvel ordre humain international : aspects moraux du développement : rapport du Secrétaire général.
3. Activités opérationnelles pour le développement (point 83) 13/ :
 - a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - d) Activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
 - e) Programme des Volontaires des Nations Unies.
 4. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Secrétaire général (point 84).
 5. Crise de la dette extérieure et développement : rapport du Secrétaire général (point 85).
 6. Programmes spéciaux d'assistance économique : rapports du Secrétaire général (point 86).

13/ L'Assemblée générale a décidé que le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur le fonctionnement, la gestion et le budget du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme serait renvoyé à la Deuxième Commission pour qu'elle l'examine au titre du point 83.

Troisième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (point 12) :
 - a) Rapport du Conseil (chap. I, II, III (sect. A à F et I), IV (sect. G et H), V, VI (sect. C et E), VII et VIII) 14/;
 - b) Rapports du Secrétaire général;
 - c) Rapports du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Application du Programme d'action de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapports du Secrétaire général (point 87).
3. Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social (point 88).
4. Question du vieillissement : rapport du Secrétaire général (point 89).
5. Politiques et programmes entrepris avec la participation des jeunes : rapports du Secrétaire général (point 90).
6. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapports du Secrétaire général (point 91).

14/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Deuxième, Quatrième et Cinquième Commissions, selon la répartition suivante :

- | | |
|---|---|
| a) Chapitres I et VIII | Séances plénières, Deuxième, Quatrième et Cinquième Commissions |
| b) Chapitres II et III (sect. B) | Séances plénières et Deuxième Commission |
| c) Chapitres III (sect. F) et IV (sect. G et H) | Deuxième Commission |
| d) Chapitre V (sect. A) | Cinquième Commission |
| e) Chapitres VI (sect. C) et VII | Séances plénières, Deuxième et Cinquième Commissions |
| f) Chapitre VI (sect. E) | Deuxième et Cinquième Commissions |

7. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 92) :
 - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
 - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général;
 - c) Question du financement des dépenses des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général.
8. Application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées : rapports du Secrétaire général (point 93).
9. Prévention du crime et justice pénale (point 94).
10. Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (point 95) :
 - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;
 - b) Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général.
11. Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000 (point 96) :
 - a) Application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme : rapport du Secrétaire général;
 - b) Application de la Déclaration sur la participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales;
 - c) Fonds de développement des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général 13/.
12. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme : rapport du Secrétaire général (point 97).
13. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (point 98).
14. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (point 99).
15. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (point 100).

16. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (point 101) :
 - a) Rapport du Comité des droits de l'homme;
 - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général;
 - c) Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui viserait à abolir la peine de mort : rapport du Secrétaire général;
 - d) Efforts et mesures destinés à promouvoir l'éradication de l'analphabétisme : rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
17. Obligation de présenter des rapports qui incombent aux Etats parties aux conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme (point 102).
18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (point 103) :
 - a) Rapport du Haut Commissaire;
 - b) Question du maintien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;
 - c) Assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général.
19. Campagne internationale contre le trafic des drogues (point 104) :
 - a) Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues : rapport du Secrétaire général;
 - b) Projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes : rapport du Secrétaire général;
 - c) Application de la résolution 41/127 de l'Assemblée générale : rapport du Secrétaire général.
20. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (point 105) :
 - a) Situation internationale et droits de l'homme : rapport du Secrétaire général;
 - b) Institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général;

- c) Droit au développement : rapport du Secrétaire général;
 - d) Le respect du droit de chacun, aussi bien seul qu'en collectivité, à la propriété et sa contribution au développement économique et social des Etats Membres.
21. Nouvel ordre humanitaire international (point 106).
 22. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (point 107).
 23. Consultation interrégionale sur les politiques et les programmes de protection sociale orientés vers le développement (point 141).

Quatrième Commission

1. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (point 108) :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
2. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 109).
3. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (point 110) :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
4. Rapport du Conseil économique et social (chap. I, VI (sect. D) et VIII) (point 12) 15/.
5. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (point 111).
6. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (point 112).

15/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions :

- | | |
|--------------------------------|---|
| a) Chapitres I et VIII | Séances plénières, Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions |
| b) Chapitre VI (sect. D) | Séances plénières et Deuxième Commission |

7. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 18) 4/ :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.

8. Question de Namibie (point 36) 6/ :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
 - c) Rapport du Secrétaire général.

9. Question des îles Falkland (Malvinas) : rapport du Secrétaire général (point 37) 7/.

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (point 113) :
 - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - d) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - e) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - f) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.
2. Budget-programme de l'exercice biennal 1986-1987 (point 114).
3. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 (point 115).
4. Planification des programmes (point 116) :
 - a) Rapport du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Rapports du Secrétaire général.
5. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (point 117) :
 - a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Rapports du Secrétaire général.
6. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 118) :
 - a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Coordination administrative et budgétaire efficace dans le cadre du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
 - c) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général.

7. Corps commun d'inspection : rapports du Corps commun d'inspection (point 119) 16/.
8. Plan des conférences : rapport du Comité des conférences (point 120).
9. Barèmes des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (point 121).
10. Questions relatives au personnel (point 122) :
 - a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
 - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés : rapport du Secrétaire général;
 - c) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.
11. Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale (point 123).
12. Régime des pensions des Nations Unies : rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (point 124).
13. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (point 125) :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant : rapport du Secrétaire général;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général;
 - c) Réexamen des taux applicables aux sommes à rembourser aux gouvernements des Etats qui fournissent des contingents : rapport du Secrétaire général.

16/ L'Assemblée générale a décidé de renvoyer ce point à la Cinquième Commission, étant entendu que les rapports du Corps commun d'inspection traitant de questions renvoyées à d'autres grandes commissions seraient également soumis à ces commissions.

14. Rapport du Conseil économique et social (chap. I, IV (sect. I), V (sect. A), VI (sect. C et E), VII et VIII) (point 12) 17/.
15. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point 17) 18/ :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies.
16. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (point 41) 19/.
17. Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies (point 43) 19/.

17/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Deuxième, Troisième et Quatrième Commissions, selon la répartition suivante :

a) Chapitres I et VIII	Séances plénières, Deuxième, Troisième et Quatrième Commissions
b) Chapitre IV (sect. I)	Deuxième Commission
c) Chapitre V (sect. A)	Troisième Commission
d) Chapitres VI (sect. C) et VII	Séances plénières, Deuxième et Troisième Commissions
e) Chapitre VI (sect. E)	Deuxième et Troisième Commissions

18/ Pour le sous-point f), voir "Séances plénières", point 17.

19/ L'Assemblée générale a décidé de renvoyer les points 41 et 43 à la Cinquième Commission, étant entendu qu'une telle décision ne préjugerait nullement la façon dont ils seraient examinés à l'avenir; l'Assemblée a également décidé que ces points seraient examinés ensemble.

Sixième Commission

1. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux (point 126) 20/ :
 - a) Rapport du Secrétaire général;
 - b) Convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence internationale chargée de définir le terrorisme et de le différencier de la lutte que des peuples mènent pour leur libération nationale.
2. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (point 127).
3. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (point 128).
4. Règlement pacifique des différends entre Etats (point 129).
5. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (point 130).
6. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (point 131).
7. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingtième session (point 132).
8. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (point 133).
9. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (point 134).

20/ L'Assemblée générale a décidé de renvoyer ce point à la Sixième Commission, étant entendu que l'alinéa b) serait d'abord présenté lors d'une séance plénière avant d'être examiné par la Commission.

10. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-neuvième session (point 135).
11. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (point 136).
12. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (point 137).
13. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats (point 138).
14. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (point 139).
